



<https://usrcgt66.reference-syndicale.fr/>

Publication de l'Union Syndicale des Retraités  
CGT des Pyrénées-Orientales

## C'EST AUJOURD'UI, MAINTENANT

À la suite des élections en 2024, avec les résultats que l'on connaît, Macron d'une manière anti démocratique a nommé, après avoir tergiversé, un premier ministre de droite et récidivé en nommant Bayrou ; celui-ci louvoie pour éviter une nouvelle censure, et, après avoir réussi à diviser la gauche à l'Assemblée, tente de faire de même avec les organisations syndicales sur la question de l'abrogation de la réforme des retraites.

Pour l'Union Syndicale Retraités.es 66 il est urgent de répondre aux revendications. C'est aujourd'hui qu'il faut :

- > augmenter de 10 % les pensions et retraites pour être à hauteur de coût de la vie,
- > créer des centres municipaux de santé avec du personnel salarié de la fonction hospitalière pour supprimer les déserts médicaux,
- > mettre en place des transports publics gratuits avec un maillage du territoire, des fréquences nombreuses,
- > construire des logements sociaux intergénérationnels en nombre pour répondre aux besoins.

Voilà l'urgence sociale à laquelle doit répondre le gouvernement Bayrou, en rupture avec la politique, désastreuse pour les finances publiques, d'aide aux plus riches et aux grandes entreprises menée par Macron depuis son élection. Aujourd'hui nous disons NON

- > à la suppression des 10 % d'abattement d'imposition (suspendue mais certainement pas éradiquée !)
- > à la taxation des retraités qui ont participé longuement à l'évolution de l'économie du pays pendant leur activité professionnelle
- > à la taxation du livret A

Nous exigeons

- > la suppression de la CSG, de la RDS, des 0,3 % de CASA (contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie).
- > la suppression des allègements de cotisations sociales, des 42 milliards de crédits d'impôts et de CIR (crédit impôt recherche). La Cour des comptes estimait à 260,4 milliards le soutien financier accordé aux entreprises.
- > la taxation des dividendes versés aux gros actionnaires qui se gavent de plus en plus chaque année : on peut les imposer, cela ne les ruinera pas mais raccourcira tout au plus la longueur de leur yacht.

**NOUS APPELONS À UN PREMIER RASSEMBLEMENT DEVANT LA PRÉFECTURE LE MARDI 11 FÉVRIER POUR PESER SUR LA DISCUSSION DU BUDGET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.**

**ENSUITE RETENEZ LA DATE DU 20 MARS 2025 : RENDEZ-VOUS 7H30 (DÉPART 8H) EN GARE ROUTIÈRE DE PERPIGNAN (AIRE SNCF) À BORD DES BUS GRATUITS À DESTINATION DE LA MANIFESTATION RÉGIONALE DE MONTPELLIER (RESTAURATION RAPIDE SUR PLACE - RETOUR : ARRIVÉE PRÉVUE EN GARE ROUTIÈRE À 18H )**

*Gérard Ribes, membre de la commission exécutive de l'USR 66*

**RETRAITÉ(S)-ES, ne vous laissez pas avoir. Vous n'êtes pas des *privilegiés* " à la charge " de la nation, vous aussi la faites vivre en consommant, en payant des impôts ne serait-ce que par TVA interposée (TOUS, même les plus pauvres !), en épargnant quand vous pouvez, en travaillant bénévolement et en aidant vos proches.**

**Et n'oubliez pas, vous n'avez pas perdu votre statut de salarié.es : votre rémunération actuelle est le salaire que les caisses de retraite vous ont "mis de côté". **Se syndiquer et rester syndiqué à tout âge est un droit.****

**POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS**

• Mon pouvoir d'achat • Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

➤ **Je rejoins les retraités CGT**

Union Syndicale des Retraités **CGT 66**  
8, RUE DE LA GARRIGOLE  
04 68 34 84 49 [usrcgt66@gmail.com](mailto:usrcgt66@gmail.com)

MAISON DES SYNDICATS  
66000 PERPIGNAN

**NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE SVP**



**COMPARONS CE QUI EST COMPARABLE : NOUS NE SOMMES PAS LES CHAMPIONS DE LA FISCALITÉ**

Horreur ! La fiscalité du capital en France atteint un taux record d' environ 52 % ! Sauf que l'assiette de cette fiscalité ne représente que 20,5 % du produit intérieur, contre 48% aux Pays-Bas par exemple

**ON ACHÈVE BIEN LE SERVICE PUBLIC**

Un argument mensonger qui tend à embriguer nos consciences assoupies dans le plus inepte des credos : trop de fonctionnaires, de profiteurs et d'immigrés. La baisse programmée des recettes du service public permet de le décrédibiliser et mettre en chantier de nouveaux ponts d'or privés.

**...ET NOUS NE SOMMES PLUS LES CHAMPIONS DE LA PRODUCTIVITÉ** Un recul imputable à la baisse des investissements en capital mais aussi en personnel : dégradation de la qualité de vie et de la santé au travail, détérioration des instruments de dialogue social, marasme salarial et délocalisations.

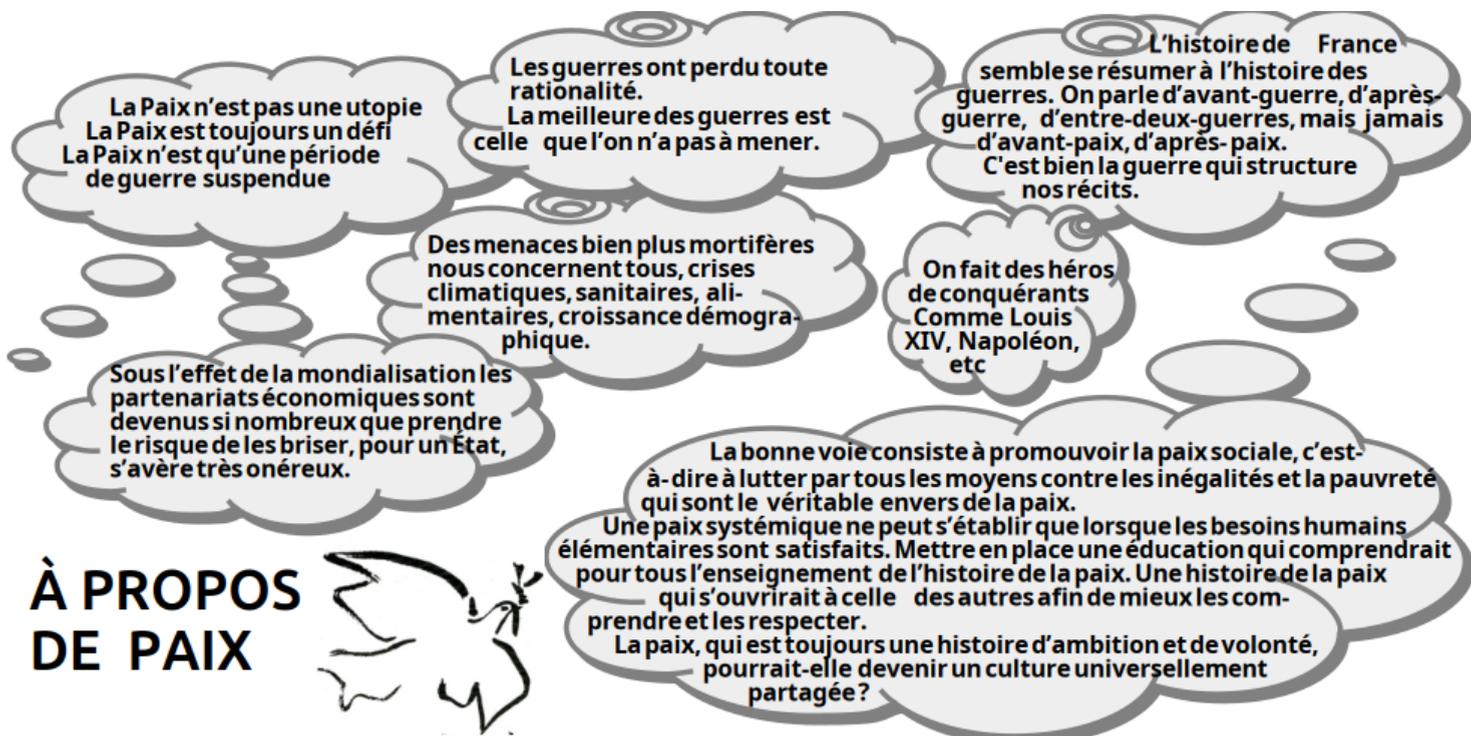
Une maltraitance institutionnelle dont sont d'abord victimes les plus précaires et en particulier les vieux travailleurs pauvres. (PAGE 2)

**REMUNTADA EN ESPAGNE**

3 % de croissance en 2024, recul de l'inflation des déficits et du taux de chômage : tout n'est pas parfait mais **COMPARONS**

LA RECETTE ? TOUT LE CONTRAIRE DE CE QU'ON NOUS INFLIGE :

SALAIRE MINIMUM AUGMENTÉ DE PLUS DE 50 % DEPUIS 2019, AIDES AUX MÉNAGES, AMÉLIORATION DE LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DE LA QUALITÉ DES EMPLOIS, ET, AUSSI...ACCUEIL D'UNE NOMBREUSE POPULATION IMMIGRÉE QUI CONSOMME ET PROPULSE LES SECTEURS EN MANQUE DE BRAS.



## À PROPOS DE PAIX



**CHASSE AUX CHÔMEURS ET RÉDUCTION DES DROITS À INDEMNISATION. C'EST FAIT.**

**ON NE VA PAS S'ARRÊTER EN SI BON CHEMIN.**

**DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER LES ALLOCATAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (635,71 EUROS PAR MOIS POUR UNE PERSONNE SEULE) DOIVENT EFFECTUER 15 HEURES D' ACTIVITÉ PAR SEMAINE. UNE MESURE GÉNÉRALISÉE BIEN QUE SÉVÈREMENT CRITIQUÉE PAR PLUSIEURS RAPPORTS PENDANT LA PHASE D'EXPÉRIMENTATION**

Assez profité ! Environ 2 millions de "feignasses" devront traverser les rues de nos villes et villages pour se mettre au boulot.

Interventionnisme punitif et dévastateur à l'opposé des solutions qui ont fait leurs preuves :  
**REDONNER DE LA DIGNITÉ EN OFFRANT UN VRAI TRAVAIL CORRECTEMENT RÉMUNÉRÉ RÉPONDANT À DES BESOINS BIEN LOIN D'ÊTRE SATISFAITS COMME LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.**

**DAVANTAGE DE NON-RECOURS ET ENCORE PLUS DE PRÉCARITÉ**

Un tiers des "profiteurs" potentiels ne profitent pas du RSA !  
Les contrôles mal calibrés faute de moyens par *France Travail* (où s'annoncent de nouvelles coupes budgétaires) auront pour résultat d'éliminer encore plus de bénéficiaires.

Le taux moyen d'accès à l'emploi durable pour les allocataires, six mois après leur entrée dans le parcours, est d'environ 17%. La menace de radiation de France-Travail ne fait que pousser vers la précarité.

### LE RSA, NAUFRAGE DE PERSONNES ÂGÉES EN GRANDE DIFFICULTÉ PIÉGÉES PAR LA RÉFORME DES RETRAITES

### RSA SOUS CONDITION

**PYRÉNÉES-ORIENTALES : 25740 ALLOCATAIRES EN SEPTEMBRE 2024, PLUS DE 20% DES HABITANTS EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ (1 015 €/MOIS) CONTRE 14,6% EN FRANCE**

**EMPATHIE, CONNAIS PAS.**

**QUESTION PRATIQUE :** les instigateurs de cette mesure se sont ils mis à la place des plus de 60000 familles monoparentales et 230000 couples concernés ? Qui garde les enfants, qui paiera une nounou pendant ces 15 heures, quels moyens de transport ?

**DES HEURES D'ACTIVITÉ CONVERTIES EN TRAVAIL GRATUIT ?**

Aubaine pour les administrations exangues et pour le privé, prospère ou pas, en mal de petites économies. La non-concurrence avec le travail salarié est-elle garantie ?

**ALGORITHMES À TOUT-VA.**

Le manque de personnel, c'est plus de place accordée à une informatique arbitraire, inadaptée, infantilissante et déshumanisée.

### ...ET "CASSOS" AIDÉS SANS CONDITION

"Politique de l'offre" aux petits soins des grandes entreprises et manque de moyens de contrôle dans les services publics. Autant de cadeaux déposés aux pieds des puissances d'argent. Morceaux choisis :

- 2023 : 75 milliards versés aux patrons, même les plus prospères
- Niches fiscales : 81,3 milliards
- Fraude aux cotisations sociales des employeurs 7,5 milliards
- Fraude fiscale estimée entre 80 et 100 milliards pour 15,2 détectés et réclamés
- Travail dissimulé, de 8 à 10 milliards

Surcroît de chômeurs et de précaires allocataires des minima sociaux. En mettant en place sa réforme, le gouvernement Borne a volontairement ignoré les nombreux avertissements qui lui avaient été expressément notifiés à ce sujet.

Quant au nouveau gouvernement, il ne veut ni abroger ni même bloquer une réforme qui fait déjà des ravages : le nombre de personnes de plus de 62 ans inscrites à France Travail a déjà augmenté de 50%.

Le passage à 64 ans handicape celles et ceux qui ont commencé tôt et exercent les métiers les plus pénibles. Que l'on songe par exemple au sort des cohortes de salariés " de seconde ligne", tels les travailleurs (pour l'essentiel travailleuses) du secteur de l'aide à domicile : le licenciement pour inaptitude à l'âge moyen de 51 ans met un terme à des carrières erratiques, à temps partiel imposé et mal rémunérées, avec le RSA pour tout horizon.

En 2018 l'exécutif dirigé par Edouard Philippe a réduit les 10 critères de pénibilité instaurés en 2015 par la réforme Touraine. Postures, port de charges lourdes, vibrations mécaniques et exposition aux agents chimiques ont été exclus en contrepartie d'une chimérique liste, branche par branche, des métiers à risque..

# LES ANNÉES NOIRES DU LOGEMENT

## LES BAISSES DE L'AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT

> 2016 : 650 000 détenteurs de petits bas de laine du pauvre (livrets, PEL, CEL) **obligés d'inclure leur épargne** dans le calcul de leurs droits. Résultat : APL réduite ou supprimée !

>2018 : le Conseil d'État rejette le recours du collectif " Vive l'APL", la **baisse de 5 euros** des APL devient donc définitive ; une **nouvelle baisse des APL est compensée** par une contribution des bailleurs sociaux, donc au détriment de la rénovation et du maintien du parc.

> 2021 : **assiette de calcul sur les revenus des 12 derniers mois** (et non plus sur le dernier revenu)

2017 : la propagande du candidat président annonce un grand **choc d'offre**.

27 juillet : "Je ne veux plus, d'ici à la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues..."

2018 : rénovation du parc social à nouveau fortement compromise. La TVA sur la construction de logements sociaux passe de 5,5 à 10 %

## DÉCOURAGEMENT ET DÉTOURNEMENT DE L'ÉPARGNE DÉDIÉE AU LOGEMENT

> fin 2023 : L'article 49.3. met fin au débat budgétaire. Livret A et Livret de développement durable et solidaire (LDDS) pourront en partie **financer les marchands d'armes**. (Sur 200 milliards, la part dédiée au logement reste fixée à 60 %, le reste va aux PME, la transition énergétique et l'économie sociale et solidaire)

>Jusqu'à la fin janvier 2025, le **taux du Livret A et du LDDS** était bloqué à 3%. A compter du 1er février, leur rémunération change, et ce n'est pas à la hausse.

## EN DISCUSSION : SUS À LA "LOI SRU" !

(Solidarité et Renouvellement Urbain)

> **Intégration des logements locatifs dits "intermédiaires" (LLI)** dans le quota requis de logements sociaux. LLI : un parc immobilier occupé par des ménages à revenus plus que confortables. Plus de 1000 communes hors la loi pourront ainsi se mettre en règle sans prendre la peine de produire du logement vraiment social. Les maires se verraient par ailleurs confier l'ensemble des premières attributions de logements sociaux neufs : porte ouverte au clientélisme.

## CRIMINALISATION DE L'HABITAT ULTRA- PAUVRE

> Une proposition de loi signée d'un député Renaissance et adoptée grâce au soutien des Républicains et du Rassemblement national renoue avec la chasse aux ultra-pauvres instituée par l'ancien délit de vagabondage. Présentée comme mesure de protection pour les petits propriétaires, la proposition a pris un tour répressif en élargissant la notion de squatt à des logements totalement vacants et non meublés. Elle s'en prend aussi aux locataires menacés d'expulsion après un impayé, un congé- vente ou un congé-reprise de la part de leur bailleur.

108000 EXPULSIONS (+34 % en un an) ENTRE NOVEMBRE 2023 ET OCTOBRE 2024 dont bon nombre en dehors de toute décision de justice. Plus de la moitié pendant la trêve hivernale . Aucune solution de relogement dans 88 % des cas.

## " GENTRIFICATION " ET " AIRBNBISATION " DES VILLES ET DES CAMPAGNES

> Expulsion des habitants les plus modestes, nuisances liées au surtourisme ; un "grand remplacement " sur fond de soumission aux grands maîtres de l'hypercapitalisme numérique (plates-formes, réseaux sociaux, logiciels) triomphant à la faveur de nos conformismes complices.

(Alternative à Airbnb : <https://fairbnb.coop/fr/>)

## NOUVELLE AUGMENTATION DES LOYERS HLM DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

28.000 foyers concernés

L'indice de révision des loyers (IRL)\* augmente de 3,26%

En 2023, l'augmentation était de 3,6% et en 2024 de 3,5%.

La direction de l'Office 66 annonce par ailleurs un plan d'économies sur les charges, celles-ci n'étant pas soumises à l'IRL .

François Bayrou souhaite " une politique du logement de grande ampleur ", une relance de l'investissement locatif et de l'accession à la propriété, " un soutien aux élus bâtisseurs par un système d'encouragement à l'investissement, y compris à l'investissement privé ". Référence au privé très significative dans le pesant contexte austéritaire au nom duquel nous sont rebattues les oreilles d'allègement de la dépense publique et de partenariat public-privé.

## ERREUR DE CIBLE

Les représentants CGT et INDECOSA à l'Office 66 ont voté contre cette augmentation non sans acquiescer à l'indispensable revalorisation du budget des bailleurs sociaux, les questions posées en creux par le vote étant les suivantes :

> Faut il faire supporter l'augmentation par les locataires dont le pouvoir d'achat n'a pas cessé de se dégrader ?

> Quelle est la pertinence d'un mode de financement qui oblige à recourir à une contribution du Département, facultative et donc aléatoire ? La possible suppression de la subvention consécutive à un changement de majorité au Conseil Départemental ne pourrait-elle pas opportunément pointer son nez quand se préciseront à l'échelon national les menaces de privatisation qui pèsent d'ores et déjà sur l'AIDE À DOMICILE ?

\*indice obtenu à partir de la moyenne de l'évolution annuelle des prix à la consommation hors tabac et hors loyers

## VOS DROITS

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/N20360>

OU contacter **indecosa-cgt66** (voir au verso)





**DANS LES ANNÉES 80, LA CGT A CRÉÉ UNE STRUCTURE DANS LAQUELLE LES SALARIÉS, UNE FOIS À LA RETRAITE, POURRAIENT OCCUPER LEUR NOUVEAU TEMPS LIBRE À FAIRE LA DÉCOUVERTE DE NOUVELLES ACTIVITÉS CULTURELLES ET DE LOISIRS, "LOISIRS ET SOLIDARITÉ DES RETRAITÉS"**

### NOS ACTIVITES

2025 va être une année chargée pour LSR nationale comme pour LSR 66 Pays Catalan :

Retenez la date du 8 avril, vous pourrez venir nous rencontrer et découvrir notre association à notre AG

Le 27 mai nous allons fêter les **10 d'existence de LSR 66** à Céret.

Et du 19 au 23 mai, aura lieu la prochaine Assemblée Générale de LSR Nationale à Najac.

Nous prévoyons la visite de la **Miellerie** à Ortaffa, des musées de **Gérone**, un séjour en **Dordogne** où nous visiterons Périgueux, Sarlat, les Grottes de Lascaux, une balade en gabare, un séjour au **Lac de Salagou** pour les marcheurs avec la visite de **St Guilhem le Désert**, nos **balades** de 4-5 kms suivi d'un repas tiré du sac et d'une partie de pétanque pour clôturer la journée. Sans oublier nos **rencontres littéraires**, nos **ateliers d'écriture**, nos séances d'**œnologie**, nos **conférences**, etc.

Pour développer nos activités, nous prévoyons de mettre en place une section **pétanque** et un **Atelier solidaire**.

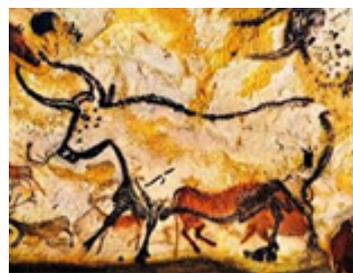


### CONTACTS

8, rue de la GARRIGOLE  
66000 Perpignan

Courriel  
lsr66payscatalan@gmail.com  
Tel : 06.72.71.61.96

Site : <https://lsr66.fr>



### EDITO LSR

Tout d'abord, toute l'équipe de LSR 66 Pays Catalan vous souhaite une belle année 2025, pleine de rencontres, de luttes et de bonheurs partagés.

À la suite de la dissolution de l'Assemblée, les gouvernements successifs persistent à mener une politique dangereuse en manœuvrant pour se maintenir au pouvoir. Le glissement à droite ne cesse de s'accentuer. Aujourd'hui comme hier, on peut dire que l'agenda de l'extrême droite tient lieu de gouvernement au nouveau gouvernement Macron.

Cette même tendance s'observe à l'échelle européenne voire mondiale. Dans le même temps, les conflits se développent dans le monde. LSR tient à exprimer sa solidarité avec les peuples ukrainiens et Palestiniens actuellement sous les bombes et mettra tout ce qui est en son pouvoir pour que la paix règne sur la terre.

Les coupes sombres annoncées par le gouvernement nous permettent de craindre le pire. Déjà, le Conseil Départemental a prévenu qu'il y aurait des choix à faire. Que dire des budgets pour le monde associatif ! Et pourtant, que seraient nos territoires sans leurs associations ?

LSR 66 fêtera ses 10 ans d'existence le 27 mai à Céret. On compte sur vous pour agrandir cette association et pour la faire vivre.

### NOTRE AGENDA

>22 et 29 janvier – Balade dans les sentiers du département

>30 janvier – Atelier solidaire de **tricotage** pour la réalisation de layette

>7 février – **Rencontre littéraire** avec Bernard Revel pour son livre « L'enfant »

>11 février – **Permanence de LSR**

>13 février – **Atelier Ecriture** à Céret.

>5, 12, 19 et 24 février – Balades dans les sentiers du département

>5 mars – **Conférence sur les Brigades Internationales**

>7 mars – Rencontre littéraire à l'occasion de la **Journée Internationale des Droits des Femmes**



### Logement: VOS DROITS

**APL Aide Personnalisée au Logement**

**RLS Réduction de Loyer de Solidarité** Permet aux locataires de logements sociaux de réduire le montant de leur loyer.

**ALS Allocation de Logement Sociale** Versée si vous ne pouvez prétendre ni à l'aide personnalisée au logement (APL), ni à l'allocation de logement familiale (ALF)

**ALF Allocation de Logement Familiale** Vous pouvez faire une demande d'ALF si vous êtes locataire ou sous-locataire. Le sous-locataire ne doit pas avoir de lien de parenté avec le locataire ou propriétaire du logement. Exemple : hébergement d'une personne âgée ou handicapée au domicile d'un particulier, dans le cadre de l'accueil familial.

### EN SAVOIR PLUS INDECOSA

**INformation et DÉfense des CONSommateurs SALariés, privés d'emploi et retraités**

**PERMANENCE : MAISON DES SYNDICATS**  
8 RUE DE LA GARRIGOLE 66000 PERPIGNAN  
**MARDI MATIN 9-12H, JEUDI APRÈS-MIDI**  
14-17H 04 68 35 50 88  
[indecosa66-cgt@orange.fr](mailto:indecosa66-cgt@orange.fr)

### Vie nouvelle

Le magazine fait par et pour les retraités

**AU SOMMAIRE DU DERNIER NUMÉRO**

#### Actualités

- 04. Pillage en bande organisée
- 06. Au nom de la dette, faire payer les riches
- 07. Nous avons payé nos retraites en cotisant

Nous vivons une guerre idéologique d'une violence inouïe. Quelques milliardaires ont fait main basse sur la quasi-totalité des médias...mais nous disposons d'un magazine, *Vie nouvelle* qui permet de retrouver nos repères

#### 8 - 19 notre dossier

**VIEUX ET BÉBÉS, PASSEZ À LA CAISSE**  
• Dernière les murs des Ehpad • Pas de bébés à la consigne • En finir avec le privé prédateur du public • Victor Castanet: « On ne peut pas faire plaisir aux actionnaires sans casse pour les plus fragiles. »

#### International

- 20. Les trains de la haine
- 22. Cancer. Les nouveaux traitements
- 24. Milliardaires versus gourous
- 26. Une histoire politique à la française

#### Société

- 36. Concrétiser son rêve d'enfant en devenant paysan
- 38. Un perdreau dans ma cocotte...
- 40. Rencontre avec... Henri Duboscq
- 42. L'occase à la mode
- 44. Vers une reconnaissance du massacre de Thiaroye ?
- 46. Mots fléchés
- 47. Cool, des poules!
- 48. Le France, victime désignée de l'ère financière
- 50. Les débuts de Jackson Pollock

#### Pratique

- 56. La consommation collaborative
- 58. Juridique. Réduction et crédits d'impôt - Comment protéger son conjoint survivant ?
- 60. Chiffres en bref

### ABONNEMENT (6 NUMÉROS PAR AN)

Nom-prénom  
Adresse  
Dernière profession

Renvoyer ce bulletin accompagné du règlement (16€) à Vie Nouvelle 263 rue de Paris 93515 MONTREUIL CEDEX